

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 18 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE

46 ROUTE DE NESLE
BP 70007
80190 MESNIL ST NICAISE

Références : 2022 - E30164
Code AIOT : 0005102404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2022 dans l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE implanté BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 MESNIL ST NICAISE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été organisée dans le cadre de l'action nationale visant à vérifier la conformité des équipements de mesure en continu des rejets dans l'air mis en place par les exploitants. La vérification porte sur le respect des procédures QAL1, QAL2, QAL3 et AST des appareils de mesure en continu exploités sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE
- BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 MESNIL ST NICAISE
- Code AIOT : 0005102404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TSSE exploite, sur la commune de Mesnil-Saint-Nicaise, une amidonnerie-glucoserie-distillerie utilisant le blé comme matière première. Il s'agit d'un établissement régulièrement autorisé depuis le 29/07/1996 avec un statut Seveso seuil bas et IED.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- action nationale relative à la conformité des équipements de surveillance en continu des rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Mesure en continu des SOx	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24
2	Mesure en continu des NOx	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
3	Mesure en continu des poussières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
4	Mesure en continu du CO	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
5	Mesure en continu de O2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
6	Mesure en continu de la température	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
7	Mesure en continu de la pression	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
8	Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
9	Assurance Qualité des analyseurs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
10	Application procédures QAL/AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
11	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
12	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
13	Assurance Qualité des AMS – AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
14	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
15	Conditions T, P, H2O, O2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9
16	Conditions de respect des valeurs limites	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34
17	Mesure annuelle par un organisme agréé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant sous-traite le suivi des procédures QAL1, QAL2, QAL3 et AST sur son site. Au regard des constats réalisés lors de l'inspection, ce suivi est réalisé de manière satisfaisante.

Le suivi de l'exploitant présente cependant quelques écarts par rapport à l'arrêté ministériel du 3 août 2018, notamment liés à la mesure de pression et au débit d'un équipement. Des aménagements avaient été pris dans des actes antérieurs, mais aucune demande n'avait été formulée suite à la parution de l'arrêté ministériel du 3 août 2018. Ces points seront traités au terme de l'instruction du réexamen IED du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure en continu des SOx

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu des SOx
Prescription contrôlée : I. - La concentration en Sox dans les gaz résiduaire est mesurée en continu. Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation ;- pour les installations de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel ou du biométhane ;- pour les installations de combustion utilisant exclusivement du GPL ou de l'hydrogène et d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour les installations de combustion utilisant du fioul domestique ou du fioul lourd dont la teneur en soufre est connue, en cas d'absence d'équipement de désulfuration des gaz résiduaire ;- pour les installations de combustion utilisant de la biomasse, si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites ;- pour tout appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW.
Constats : Les installations de l'exploitant utilisant du gaz naturel, la mesure en continu des SOx n'est pas obligatoire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesure en continu des NOx

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu des NOx
Prescription contrôlée : I. - La concentration en NOx dans les gaz résiduels est mesurée en continu. Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation ;- pour toute turbine ou tout moteur qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW, la mesure en continu peut être remplacée, après accord du préfet, par une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement.- pour toute chaudière autorisée avant le 31 juillet 2002 ou qui a fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elle ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui n'est pas équipée d'un dispositif de traitement des NOx dans les fumées et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour toute chaudière d'une puissance unitaire inférieure à 10 MW autorisée avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour tout appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW.
Constats : L'exploitant réalise une analyse en continu du NO. Au vu du fonctionnement de l'installation, l'exploitant estime que la formation de NO ₂ est marginale et que la mesure du NO seule est représentative. Il applique ensuite un coefficient pour transformer sa mesure de NO (en ppm) en équivalent NO ₂ en mg/Nm ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesure en continu des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu des poussières
Prescription contrôlée : I. - La concentration en poussières dans les gaz résiduels est mesurée en continu. Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation ;- pour les installations de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel ou du biométhane ;- pour les installations de combustion utilisant exclusivement du GPL ou de l'hydrogène et d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour toute chaudière autorisée avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour tout appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW.
Constats : L'installation fonctionnant au gaz naturel, la mesure en continu des poussières n'est pas obligatoire
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesure en continu du CO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu du CO
Prescription contrôlée : I. - La concentration en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu. Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation ;- pour les turbines et moteurs d'une puissance inférieure à 100 MW ou les turbines et les moteurs qui utilisent un combustible liquide ;- pour tout appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW.
Constats : La mesure en continu du CO est réalisée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesure en continu de O2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu de O2
Prescription contrôlée : La teneur en oxygène est mesurée en continu.
Constats : La teneur en oxygène est mesurée en continu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesure en continu de la température

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu de la température
Prescription contrôlée : La température est mesurée en continu.
Constats : La température est mesurée en continu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesure en continu de la pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu de la pression
Prescription contrôlée : La pression est mesurée en continu.
Constats : La pression n'est pas mesurée en continu sur certains équipements. En effet, ces équipements à très fort débit rendraient la mesure de pression extrêmement variable selon la position du capteur. Ce point, présenté au sein du dossier d'initial d'autorisation n'a pas été relevé par l'exploitant suite à la parution de l'arrêté ministériel du 3 août 2018. L'exploitant devra donc effectuer une demande de dérogation pour cette prescription. L'instruction du réexamen IED du site est actuellement en cours d'instruction, et l'exploitant pourra utilement transmettre sa demande de dérogation en complément à ce réexamen.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau
Prescription contrôlée : La teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels est mesurée en continu.
Constats : Les analyses sont réalisées sur gaz sec. La mesure en continu de la vapeur d'eau n'est donc pas obligatoire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Assurance Qualité des analyseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des analyseurs
Prescription contrôlée : I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté le certificat de l'appareil. Cette certification est bien reconnue par le ministère de l'environnement Anglais (Logo environment Agency). La date de validité du certificat est cependant échu depuis 2019. Dans la mesure où l'exploitant suit correctement les procédures QAL2, QAL3 et AST, la procédure QAL1 est considérée comme respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Application procédures QAL/AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Application procédures QAL/AST
Prescription contrôlée : I. - Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).
Constats : L'exploitant a présenté le certificat QAL1 de ses appareils de mesure en continu. Il a également présenté ses rapports de contrôle QAL2, QAL3 et AST, et sa stratégie de contrôle QAL3. L'exploitant sous-traite la réalisation de toutes ces procédures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL1
Prescription contrôlée : I. - Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.
Constats : L'exploitant a présenté un certificat QAL 1 pour ses appareils de mesure valide jusqu'au 15 février 2019. Dans la mesure où l'exploitant déploie l'ensemble des procédures QAL2, QAL3 et AST, la validité de ce certificat n'est pas remise en cause.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL2
Prescription contrôlée : I. - Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports QAL2 réalisés dans les 6 mois après la mise en service des dernières chaudières (dernier QAL2 de novembre 2020 pour une mise en service des chaudières en septembre 2020). Ces derniers suivent tous les paramètres attendus et intègrent également l'étalonnage du capteur d'O ₂ . Il est à noter qu'un des équipements présente moins de mesures que les autres, en raison de ses faibles valeurs d'émission par rapport aux VLE applicables au sein de l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Assurance Qualité des AMS – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – AST
Prescription contrôlée : I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures AST.
Constats : Les rapports AST ont été présentés par l'exploitant. Le dernier AST a été réalisé le 23 décembre 2021 par un laboratoire certifié COFRAC. Il conclut sur la validité des courbes d'étalonnage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL3
Prescription contrôlée : I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3.
Constats : L'exploitant réalise son QAL3 tous les mois. Pour cela, il fait appel à la société Solstice qui réalise un audit QAL3 consistant en l'injection de gaz, sans calibration, puis à une analyse des résultats saisis dans un logiciel (Shewart) qui concluent sur les éventuelles dérives et actions correctrices à mettre en place pour valider cet audit. Ces mesures correctrices peuvent conduire à un ajustage de l'analyseur, au changement de certaines pièces ou à un ré-étalonnage, avant une nouvelle prise d'échantillon et un repassage dans le logiciel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Conditions T, P, H₂O, O₂

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions T, P, H ₂ O, O ₂
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs, et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.
Constats : Les mesures sont réalisées sur gaz sec, et l'analyseur réalise la correction et le passage aux mesures normalisées. L'exploitant a présenté l'exemple de la mesure de NO _x qui est réalisée en ppm, puis recalé par l'analyseur pour obtenir la mesure en mg/Nm ³ . Il est à noter que l'exploitant ne constate pas de dérive par rapport aux mesures externalisées sur les différents paramètres suivis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Conditions de respect des valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de respect des valeurs limites
Prescription contrôlée : Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées : <ul style="list-style-type: none">- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre.
Constats : L'exploitant a présenté ses mesures pour l'année 2022 et envoie un rapport trimestriel de ses analyses en continu à l'inspection des installations classées. Hors période OTNOC, il n'a pas été constaté de dépassement aux VLE lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Mesure annuelle par un organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure annuelle par un organisme agréé
Prescription contrôlée : II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.
Constats : L'exploitant réalise bien une analyse par un organisme extérieur au moins une fois par an. Le dernier rapport de contrôle (rapport 21399084-1 de l'APAVE du 13 décembre 2021) a été présenté lors de l'inspection. Celui-ci conclut au respect des valeurs limites, à l'exception du flux de NOx au niveau de la STEIN2. Après examen, il apparaît que ce dépassement est lié au calcul de la VLE du flux qui ne semble pas adapté au débit d'éjection des fumées. Cette VLE doit être revue dans le cadre du réexamen IED du site actuellement en cours (la demande est intégrée au réexamen transmis). Par ailleurs, l'exploitant a comparé ces résultats d'analyse à son autosurveillance. Il ne constate pas de différences notables et conclut donc à l'absence de dérive de l'analyseur en continu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet